

Une Autre Voix

Le bulletin d'information de

**NUMERO
SPECIAL**

ENFUMAGE

**le 49-3,
c'est de la brutalité,
un déni de
démocratie !
(F. Hollande - 2006)**



Édito

A l'occasion du mouvement contre la loi El Khomri, nous avons eu droit à une manipulation de l'information sans précédent.

Manipulation accompagnée d'un acharnement médiatique destiné à discréditer le mouvement et démolir la CGT.

Nous avons toujours été, pour une certaine catégorie de journalistes, une cible de choix. Cela s'explique : le vrai journalisme, celui d'investigation chargé d'enquêter et de vérifier les informations avant de les divulguer, est en voie de disparition. Il a été remplacé par le journalisme cire-pompe qui sert de faire valoir au pouvoir en place, quel qu'il soit, et aux puissants. Ils se sont rapprochés des politiques, au risque de se faire joyeusement manipuler et souvent avec leur consentement : quelle aubaine d'être sollicité par un homme ou une femme politique puissant(e) ! Le journaliste se sent aussitôt reconnu et prend une autre dimension.

Il s'érige donc en maître à penser, expert auto proclamé du libéralisme décomplexé et pourfendeur de la pensée " gauchiste " qui ose réclamer plus de justice.

Ce qu'il y a de paradoxal, c'est que d'autres mouvements n'ont pas fait l'objet d'une telle vindicte. Par exemple celui des taxis contre Uber où des véhicules ont été renversés, des chauffeurs frappés et des villes bloquées par les barrages. Ou encore les mouvements réguliers du monde paysan où des préfectures ont été saccagées, des édifices arrosés de fumier, des autoroutes bloquées en pleine période de vacances scolaires.

Pas une fois le mot de prise en otage n'avait été prononcé.

Pas une fois on a parlé de dérive ou de manifestation violente.

Pas une fois les journalistes n'ont évoqué l'impact que pouvaient avoir ces mouvements à l'extérieur de nos frontières.

Par contre, nous avons souvent entendu qu'il s'agissait de revendications légitimes que le gouvernement devait entendre. Ce qu'il a d'ailleurs fait en donnant au passage quelques millions afin de calmer la fronde.

En clair, cela veut dire que dans notre pays, certains mouvements sont dignes de considération et d'autres non.

Cela prouve qu'en France certains lobbys tiennent le pouvoir et que le gouvernement a un profond mépris pour les salariés.

On s'en souviendra pour les actions à venir ...

« La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat. »

Henri Krasucki



Mais qui est vraiment représentatif ?

Dès lors qu'il y a un mouvement social, c'est la sempiternelle question que se posent les journalistes.

Premier élément de réponse : la CGT compte 700 000 adhérents. C'est plus que tous les partis politiques réunis dans notre pays : Les Républicains, PS, PC, FN, Front de gauche, LCR et UDI.

Notre légitimité ne se pose donc pas.

Deuxième élément de réponse : malgré les attaques dont nous faisons l'objet, la CGT reste la première organisation syndicale avec 26,32 % des voix (chiffre du ministère du travail).

Autre élément de réflexion : quelle est la légitimité d'un président qui arrive à une côte de popularité de 14 % ?

Quelle est la légitimité d'un gouvernement qui fait exactement le contraire de ce qu'il avait promis lors de son élection ?

Quelle est la légitimité d'un gouvernement qui n'a aucune compassion pour le peuple qu'il dirige mais dont la plupart de ses membres ont un égo démesuré ?

- Un président qui n'a comme préoccupation principale que " la trace qu'il va laisser dans l'histoire " (déclaration à France culture du 24 mai). Par décence, nous ne répondrons pas à son interrogation.

- Un premier ministre dont 72 % des français n'approuvent pas l'action et qui n'en finit pas de chuter dans les sondages. A force de se plier aux injonctions du patronat, il en arrive même à renier l'histoire de son propre parti.

- Un ministre de l'économie qui a fait ses armes comme banquier d'affaire à la banque Rothschild et qui est devenu millionnaire après avoir géré une transaction de rachat d'une filiale de Pfizer par Nestlé. C'est le même qui avait déclaré que beaucoup d'employées de l'abattoir Gad étaient "illettrées". C'est dire la haute opinion qu'il a des salariés du pays. C'est encore lui qui a sous évalué certains de ses biens afin de ne pas être soumis à l'ISF. Ne pas savoir compter, ça fait mauvais genre pour un ministre de l'économie.

C'est lui également qui va inaugurer un timbre sur le front populaire en pleine casse des droits des salariés. Si ce n'est pas de la provocation, ça y ressemble...

Rien ne l'arrête, il a créé son propre mouvement politique avec l'idée probablement de se présenter un jour à la présidentielle. Ce qui est sûr, c'est qu'avec les relations qu'il a, il n'ira pas pointer au pôle emploi.

- Enfin, notre ministre du travail qui, fraîchement nommée, nous a pondu une loi qui a mis des milliers de manifestants dans la rue. Le paradoxe est que cette ministre n'a jamais connu le monde du travail mais a toujours évolué dans les cabinets ministériels ou dans les instances de la mairie de Paris. Pour reprendre la formule de Coluche " C'est un mec qui nous vendait de l'intelligence, et il avait pas un échantillon sur lui ". C'est pareil pour notre chère ministre.

Comme nous sommes en période du Bac, cela pourrait être un bon sujet de philo : " Faut-il être compétent pour gouverner les hommes ? "

A vos stylos, vous avez 4 heures pour vous prononcer.

VIE SOCIALE

Indignés

Quand un gouvernement, qui n'applique pas le programme sur lequel il a été élu, impose une loi nuisible à la l'immense majorité de la population, pour laquelle il n'a pas de majorité parlementaire ;



Quand ce gouvernement, dénigre des citoyens responsable qui défendent leurs droits et ceux de leurs enfants, et des syndicats lucides qui refusent de courber l'échine, et prétend nier le droit de manifester, on est en droit de se dire que la démocratie est bien malade ...

Qu'est-ce qu'un "bon syndicaliste" ?

Un bon syndicaliste, à notre sens, est celui qui défend au mieux les intérêts des salariés, qu'ils soient employés, cadres, qu'ils fassent partie du public ou du privé.

La définition selon le gouvernement et le patronat est diamétralement opposée.

Selon eux, un bon syndicaliste ne fait pas grève mais se met d'accord, avec le patronat, tout entier tourné vers le bien-être des salariés bien sûr, sur les réformes qui le satisfont.

Il ne doit pas contester. S'il le fait ce doit être sans faire de vague, de préférence sur son canapé devant la télé comme on contesterait le résultat de l'eurovision.

Si jamais, allez donc savoir pourquoi, il se met tout de même en grève, il ne faut pas que cela se voie, il ne doit déranger personne et le fait qu'il cesse le travail ne doit surtout pas bloquer quoi que ce soit, sans quoi il mérite d'être livré à la vindicte publique comme un terroriste, un saboteur, un preneur d'otage, provoquant, selon le Figaro Magazine, le " ras-le-bol de la France qui travaille ".

Car, quand il n'est pas en grève, le gréviste ne travaille pas, ce qui fait qu'on se demande un peu pourquoi ça bloque quand il fait grève, mais bon le Figaro n'est pas à une contradiction près.

Donc un bon syndicaliste c'est le syndicalisme réformiste comme la CFDT. Voilà un syndicat qui est bien. Il accepte tout, il est prêt à signer n'importe quoi pour ne pas contrarier le gouvernement en place.

D'ailleurs c'est grâce à eux qu'on est passé d'une retraite après 37.5 de cotisations à 42 ans, que les indemnités chômage sont en régression constante, que le travail des femmes la nuit est possible, l'explosion de l'intérim, c'est à eux aussi qu'on doit que la classification dans la sécu qui, comme tout le monde sait, est extrêmement généreuse, etc.

La CFDT a au moins une qualité : elle est constante, cela fait 30 ans qu'elle trahit les salariés sans sourciller.

Inversement de la hiérarchie des normes : kézako ?

C'est le point d'achoppement essentiel de la loi El Khomri.

Actuellement, le code du travail est un socle minimum de droit pour les salariés. Les accords collectifs (de branche/secteur d'activité ou d'entreprise) ne peuvent pas être moins favorables aux salariés que le code du travail.

L'accord d'entreprise ne peut pas être " moins disant " pour les salariés que l'accord de branche (sauf exceptions). Et, en dernier lieu, le contrat de travail ne peut pas être moins favorable que ce que prévoit l'accord d'entreprise.

Le gouvernement, très sensible ces derniers temps aux désirs du patronat, veut tout simplement inverser cette hiérarchie et faire en sorte que le code du travail ne s'applique qu'en dernier ressort, les autres accords seront prioritaires.

Si nous étions dans un monde de bisounours, on pourrait espérer que les droits des salariés ne soient pas trop rabotés. Sauf que dans le monde où nous existons il y a plus de vautours que de bisounours.

La loi Macron qui a autorisé l'ouverture des commerces le dimanche en est le plus bel exemple. Le ministre de l'économie avait promis juré que si les salariés n'étaient pas d'accord, l'ouverture ne se ferait pas.

Mais quand on donne les pleins pouvoirs aux employeurs, ils en usent voire en abusent. Quelquefois, ils ont interrogé les salariés : on ouvre le dimanche ou on ferme l'entreprise ? On peut aisément imaginer le résultat du vote. Et quand les salariés ont quand même refusé comme au BHV à Paris, le patron a négocié avec des syndicats minoritaires extrêmement conciliant un accord d'entreprise qui passait outre le résultat du vote.

C'est cela que va généraliser la loi El Khomri.

Croire que cela va déboucher sur la création d'emplois tient d'une profonde mauvaise foi.

Lors de la baisse de la TVA pour les restaurants, le patronat avait annoncé la création de 300 000 emplois. Résultat : 0 !

Lors de la mise en place du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (30 milliards d'euros pour les entreprises), les mêmes avaient annoncé la création d'un million d'emplois. Bilan : 0 !

Si le gouvernement croit encore aux promesses du MEDEF, cela fait longtemps que nous n'y croyons plus et la grande majorité des français non plus.



Sur l'instrumentalisation des vitres de l'hôpital Necker

On ne va pas essayer de démonter le discours abject et écoeurant d'un Manuel Valls qui ne sait plus que faire pour échapper à ses responsabilités et qui déploie une énergie incroyable à essayer de démolir la CGT ;

Mieux qu'un long discours, nous publions la lettre parue dans un quotidien d'un parent d'un enfant soigné à l'hôpital Necker.

Hier, il y avait des centaines de milliers de manifestants dans les rues de Paris. En tête, des milliers de personnes, cagoulées ou non, syndiquées ou pas, se sont retrouvées pour tenir la dragée haute à un dispositif policier hors norme.

Je comprends facilement ce qu'il peut y avoir de désespérant là-dedans pour le gouvernement. Alors que l'on pouvait imaginer qu'au fil des semaines et des mois, la rue se fatigue et la violence soit de plus en plus isolée, c'est tout le contraire qui se passe : la peur de la police ne dissuade pas.

Hier, les manifestants ont commis de nombreuses dégradations. Pour celles que j'ai pu constater, elles étaient toutes " ciblées " : banques, assurances et publicités. Je ne suis pas sûr que cela nécessite beaucoup de débat. Il n'est pas certain que le monde de la finance tremble à chaque fois qu'un distributeur de billet est vandalisé mais que la jeunesse y voit un symbole, je le comprends parfaitement. Qu'une assurance doive appeler son assureur et demander le coût de la franchise, je dois avouer que lorsque j'y ai pensé, ça m'a fait rigoler. Ces gens engrangent des milliards en ponctionnant la solidarité. Quant aux publicités détruites, c'est - malgré la méthode-, la meilleure chose qui puisse leur arriver.

Au milieu de tout cela, quelques vitres de l'hôpital Necker ont été brisées. Bien que les vitres en question n'aient pas d'autre rôle que celui d'isolant thermique : j'en conviens grandement, ce n'est pas très malin.

Certes, briser les vitres d'un hôpital, même par mégarde, c'est idiot ; mais sauter sur l'occasion pour instrumentaliser la détresse des enfants malades et de leurs parents pour décrédibiliser un mouvement social, c'est indécent et inacceptable. Et c'est pourtant la stratégie de communication mise en œuvre depuis hier, par MM. Cazeneuve et Valls. Allègrement reprise par la droite et relayée sur un plateau doré par tous les médias.

Je le dis d'autant plus volontiers que l'hôpital Necker, j'y ai passé beaucoup de temps et que la détresse et l'angoisse des parents d'enfants très malades, je vois particulièrement bien ce que c'est. Instrumentaliser cette souffrance à des fins aussi basement politiciennes est abjecte.

Cette indécence est d'autant plus choquante lorsque l'on connaît la situation de l'hôpital public aujourd'hui. MM. Valls et Cazeneuve, " révoltés " du fond du cœur par cinq vitres brisées, le sont-ils autant par les conditions de travail effarantes des personnels hospitaliers ? Lorsqu'un généticien clinique doit travailler 70 h par semaine car la direction de son hôpital n'a pas les moyens d'employer un nouveau docteur ni même une secrétaire, quelles en sont les conséquences sur tous ces gentils petits enfants malades au chevet desquels nos ministres accourent depuis hier ? Quand les aides-soignantes et les infirmières sont épuisées, usées jusqu'à la moëlle et rémunérées au minimum, qu'en est-il de la qualité des soins et de l'attention nécessaires à ceux qui passent des mois voire des années dans des couloirs d'hôpitaux ?

Lorsqu'ils mettent sur le même plan " émotionnel " des plaques de verres cassées et ces centaines de milliers de familles éprouvées, MM. Valls et Cazeneuve, n'ont-ils pas honte ? Et tous ces journalistes qui ont titré sur cet horrible assaut contre l'hôpital des " enfants malades ", prennent-ils la mesure du sens de leurs mots ?

La palme de l'infamie revient évidemment à M. Cazeneuve qui a tout de même réussi à ajouter à l'équation le fils des deux policiers tués avant-hier.

Des centaines de milliers de personnes défient le gouvernement dans la rue. Une ou deux cassent le double vitrage d'un hôpital. Une ordure tue deux policiers à l'arme blanche. Leur fils de trois ans est en soin à Necker. M. Cazeneuve établit un rapport émotionnel, affectif et psychique entre ces deux séries de faits : la lutte contre la Loi Travail et son gouvernement, le choc produit par la brutalité de ce double meurtre et la situation dramatique de cet enfant. Si les jeunes émeutiers qui ont cassé les vitres de Necker ont été idiots, MM. Valls et Cazeneuve, eux, sont obscènes.

Plutôt que de courir les plateaux téléés pour dire des conneries pareilles, retirez la loi travail, financez correctement les hôpitaux et épargnez aux enfants et à leurs parents votre ignoble instrumentalisation. Merci d'avance.

Un parent d'enfant très malade de l'hôpital Necker.